

Initiatives ministérielles

Comprenez-vous maintenant? Si vous voulez que ça arrive, vous n'avez qu'à tendre l'oreille. Utilisez la moitié de l'argent actuellement disponible dans les régimes enregistrés d'épargne-retraite, plus de 50 milliards de dollars qui ne sont pas autogérés, pour avoir accès à une obligation municipale au choix de l'acheteur, sans ordre émanant du gouvernement, sans structure gouvernementale.

M. McDermid: Où pensez-vous que l'argent se trouve, à l'heure actuelle?

M. Barrett: Vous voulez mon avis? Je pense qu'une partie de l'argent va au Mexique. Cette étude confirme que la Banque Royale du Canada prendra de l'expansion au Mexique et se servira, à cette fin, de fonds canadiens. Et puis flûte! Si ces fonds sont assez bons pour être répartis ou réinvestis au Mexique, ils devraient être assez bons pour rester ici, au Canada. C'est ce que j'en dis.

M. McDermid: Quelle absurdité!

M. Barrett: Oh oh, monsieur le Président, rien ne sert de le convaincre. Il n'y a pas pire sourd que celui qui ne veut rien entendre.

Ce programme d'obligations a été lancé aux États-Unis par Franklin Delano Roosevelt, dans le milieu des années 30, quand le revenu disponible et les économies de masse n'étaient pas aussi accessibles qu'ils le sont actuellement dans les REER. Il utilisait les ressources internes pour relancer l'économie américaine. C'est l'une de nombreuses mesures utilisées par l'administration Roosevelt pour sortir les États-Unis de la dépression. C'est une nouvelle version des obligations municipales des États-Unis, qu'on appelle là-bas «Ginnie Mae». Cela permettrait aux municipalités de tout le pays d'appliquer les résultats d'une étude effectuée en 1985 qui présente en détail le genre de nouvelle infrastructure dont ce pays a besoin, d'un océan à l'autre. Voilà cette étude, où il est question des REER.

Il faudrait que le gouvernement comprenne que pour nous sortir de la récession, nous ne devons compter que sur nous-mêmes, sur nos propres moyens et sur notre propre leadership. Nous ne pouvons amener le monde entier.

Nous ne pouvons pratiquer la politique de l'autruche en espérant que la situation s'améliore. Par contre, nous pouvons nous servir d'instruments publics positifs pour

nous sortir de ce borbier et remettre les Canadiens au travail.

Chaque personne qui travaille—et j'apprends quelque chose ici au gouvernement—paie de l'impôt sur le revenu. Et qui perçoit cet impôt? Le gouvernement. Chaque personne qui touche un salaire paie aussi la TPS. Et qui reçoit cet argent? Le gouvernement.

Les chômeurs ne paient pas beaucoup d'impôt. Ils ne peuvent faire des achats et payer la TPS. Si nous remettons les Canadiens au travail en mobilisant du capital local ici, dans le pays, le gouvernement fera de l'argent au lieu d'en donner sous forme de prestations d'aide sociale ou d'assurance-chômage.

Il cessera de créer différentes catégories de citoyens, mais donnera à tous de l'espoir.

Tout ce que la plupart des gens veulent, c'est recevoir un chèque de paye. Que ces chèques soient émis en anglais ou en français importe peu. Tout ce qu'ils veulent, c'est recevoir un chèque de paye afin de pouvoir conserver une certaine dignité et une certaine estime d'eux-mêmes au sein de la société canadienne, et afin de réaliser leurs objectifs. Ce qu'il nous manque, c'est la sagesse. La sagesse et la volonté politique.

Je sais que ce discours a été instructif pour les députés. Il ne s'agit pas d'un instrument politique; il s'agit du bon sens des Américains. Si nous ne pouvons faire appel au bon sens, quel espoir nous reste-t-il?

M. Peter L. McCreath (secrétaire parlementaire du ministre d'État (Finances et Privatisation)): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir participer au débat à l'égard du projet de loi C-61. Il y a un certain nombre d'observations que je voudrais faire au sujet du budget.

On est vivement tenté, lorsqu'on prend la parole après le député d'Esquimalt—Juan de Fuca, de ne pas prononcer son propre discours, mais de réagir au sien. Toutefois, le sien était tellement rempli de suppositions que je ne suis pas sûr qu'il vaille réellement la peine de le faire. Je préfère parler de ce qu'est le budget, plutôt que de ce qu'il n'est pas.

Le débat réel porte sur le projet de loi C-61, la Loi portant pouvoir d'emprunt. Il est important de le commenter, car il constitue un élément important non seulement du budget, mais également du processus de gouvernement démocratique.